

## Plateau de Saclay

# Pas de métro avant 2025, la colère du conseil général

Le super-[métro](#) en [Essonne](#), c'est pour quand ? Pas pour demain, ni même pour après-demain, selon les préconisations de Gilles Carrez, auteur d'un rapport en vue de trouver les financements du plan transport du Grand [Paris](#).

Parmi ses pistes rendues publiques en fin de semaine dernière, le député UMP du Val-de-Marne propose de ne réaliser, sur la période 2010-2025, qu'une partie du métro automatique à grande capacité qui doit relier les principaux pôles économiques de la région.

Seul le tracé concernant la proche banlieue de Paris serait envisagé dans un premier temps. Et dans ce schéma, la réalisation du tronçon Villejuif-Orly-Saclay ne serait pas prévue avant au moins quinze ans...

Une perspective qui fait sortir de ses gonds Michel Berson, le président PS du département. « Je ne comprendrais pas que la desserte du plateau de Saclay, pourtant au coeur de toutes les ambitions de Nicolas Sarkozy, soit remise aux calendes grecques, tacle le patron du conseil général, qui a reçu la semaine dernière Christian Blanc, le secrétaire d'Etat chargé du dossier. Si ce territoire d'excellence est bien le territoire le plus stratégique pour la métropole francilienne, et le plus abouti des neuf projets retenus par Christian Blanc, alors ce tronçon doit être réalisé en priorité. »

Le projet de Grand Paris prévoit de transformer le plateau de Saclay en Silicon Valley à la française avec notamment un campus d'envergure internationale.

## Grand Paris

# Feu vert au super métro

Christian Blanc présente aujourd'hui au Conseil des ministres son projet de super métro autour de la capitale. C'est le premier volet du Grand Paris lancé par Nicolas Sarkozy en avril dernier.

**P**OUR L'INSTANT, les délais sont tenus. Lors de son discours présidentiel sur le Grand Paris le 29 avril dernier, au palais de Chaillot, Nicolas Sarkozy avait annoncé les « premiers coups de pioche » en 2012. Christian Blanc, secrétaire d'Etat à la Région capitale, maintient le cap. Il présente aujourd'hui devant le Conseil des ministres la loi qui doit lancer son fameux super métro, future colonne vertébrale du Grand Paris de Nicolas Sarkozy.

Le projet est ambitieux : il s'agit de relier les 7 grands pôles économiques identifiés par le secrétaire d'Etat en Ile-de-France (Saclay, La Défense, Marne-la-Vallée, Orly, Roissy...)



Christian Blanc, secrétaire d'Etat à la Région capitale. (LP/PHILIPPE LAVIEILLE.)

matique de 130 km de long. Surnommé le Grand 8, car il fait une double boucle avec une liaison transversale prolongeant la ligne 14 parisienne (voir ci-contre), ce super métro doit entrer en service à partir de 2017 et contribuer à désengorger les transports collectifs totalement saturés en Ile-de-France. Avec ce transport révolutionnaire, Christian Blanc compte développer une quarantaine de gares reliées entre elles à 65 km/h, jour et nuit, permettant de créer d'ici à quinze ans plus de 800 000 emplois. Coût du projet : 20,5 milliards d'euros, selon le secrétaire d'Etat. Reste à convaincre les élus locaux et les habitants d'Ile-de-France. Discret, adepte du secret, Christian Blanc ne s'est pas fait que des amis. Il pousse pour imposer son projet, alors que la région Ile-de-France, présidée par le socialiste Jean-Paul Huchon, et les élus de gauche, majoritaires dans la région, exigent la participation de l'Etat dans leur plan d'urgence de 18 milliards d'euros, destiné à améliorer tout de suite les transports quotidiens. « Les deux sont compatibles et les deux se feront », assure Roger Karoutchi, président du groupe UMP au conseil régional. Mais à l'approche des élections régionales, le courant passe de moins en moins bien entre la gauche et la droite. La belle unanimité affichée le 29 avril à Chaillot est bien terminée.

SÉBASTIEN RAMNOUX

## LA COLONNE VERTEBRALE DU GRAND PARIS

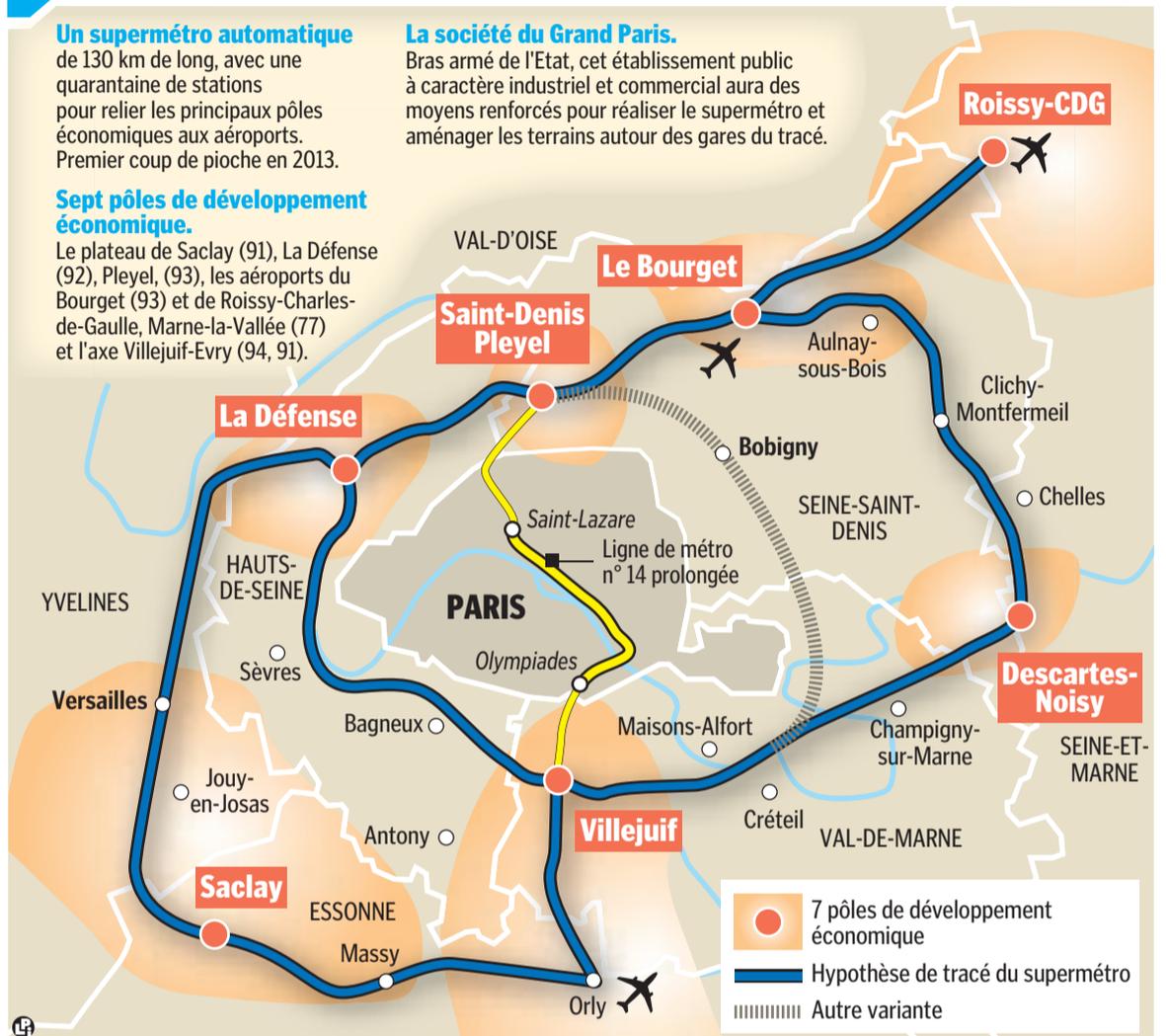
**Un supermétro automatique** de 130 km de long, avec une quarantaine de stations pour relier les principaux pôles économiques aux aéroports. Premier coup de pioche en 2013.

**Sept pôles de développement économique.**

Le plateau de Saclay (91), La Défense (92), Pleyel, (93), les aéroports du Bourget (93) et de Roissy-Charles-de-Gaulle, Marne-la-Vallée (77) et l'axe Villejuif-Evry (94, 91).

**La société du Grand Paris.**

Bras armé de l'Etat, cet établissement public à caractère industriel et commercial aura des moyens renforcés pour réaliser le supermétro et aménager les terrains autour des gares du tracé.



## Ce qui coince encore

### Chantiers en vue autour des gares



**S**IGNE du retour d'un pouvoir central fort qu'on n'avait plus vu depuis la décentralisation, le projet de loi du Grand Paris permettra à l'Etat de décider des projets d'aménagement autour des gares du futur super métro, au détriment des compétences des maires.

■ **Comment ?** L'Etat pourra préempter des terrains autour des futures gares du super métro, sur un périmètre qui reste à définir. Ce droit de préemption devra être validé dans le cadre d'un contrat de développement territorial avec les maires des communes concernées. Il ne sera donc pas automatique comme le souhaitait Christian Blanc au départ.

■ **Pour faire quoi ?** Le projet prévoit la création de 40 gares sur le tracé du super métro. Autant de zones de développement à fort potentiel pour Christian Blanc, qui compte profiter de la revente des terrains pour financer son super métro. Ces futures zones devront permettre le développement des pôles d'excellence rêvés par Christian Blanc, mais aussi construire des logements, des équipements...

■ **Ce qui coince.** Malgré les arbitrages du Premier ministre, le texte est toujours jugé inacceptable par les élus locaux d'Ile-de-France, Jean-Paul Huchon et Bertrand Delanoë en tête. « Ce serait plus de 500 ha de l'Ile-de-France placés sous la coupe de technocrates sans aucun contrôle des citoyens ! » tonne Jean-Pierre Caffet, président du groupe PS au Conseil de Paris.

### Entreprises et usagers appelés à payer



**L**A QUESTION du financement n'est pas tranchée. Un désaccord persiste entre Christian Blanc et le député Gilles Carrez (UMP), qui a été chargé de proposer des pistes de financement.

■ **Comment ?** Christian Blanc demande un grand emprunt qui serait lancé par la Société du Grand Paris, mais nécessitant une « amorce » de 4 milliards d'euros. Parallèlement, Gilles Carrez a été mandaté par le chef de l'Etat pour réfléchir au financement des 35 milliards d'euros du grand plan pour les transports franciliens annoncés par Nicolas Sarkozy en avril, et pas seulement du super métro. Gilles Carrez refuse de recourir massivement à l'emprunt et préconise plusieurs mesures, dont une hausse des tarifs, des impôts locaux et des taxes sur les entreprises.

■ **Pour quoi faire ?** Le projet de loi présenté aujourd'hui ne porte que sur le super métro, évalué par Christian Blanc à plus de 20 milliards d'euros. Il n'évoque pas l'autre versant du plan transports, le « plan de mobilisation » de la région, évalué à 18 milliards d'euros et destiné à améliorer les transports existants.

■ **Ce qui coince.** Pour l'instant, l'amorce des 4 milliards d'euros pour l'emprunt n'est pas trouvée. Gilles Carrez de son côté préconise de ne réaliser d'ici à 2025 qu'une partie du super métro, pour en même temps financer le plan d'urgence de la région Ile-de-France (RER, nouvelles lignes de métro et de trams...).

### La fronde des élus locaux



**A** QUELQUES mois des élections régionales, le débat sur le Grand Paris a viré à l'affrontement politique. La gauche accuse l'UMP de s'en servir pour reconquérir l'Ile-de-France.

■ **Comment ?** Selon le projet de loi, le super métro sera réalisé par une société du Grand Paris où les collectivités locales sont appelées à contribuer financièrement mais où l'Etat sera majoritaire et aura donc tout pouvoir de décision. Des représentants de la région et des départements pourront quand même y siéger.

■ **Pour quoi faire ?** « On va beaucoup plus vite avec un tel outil, assure Roger Karoutchi, président du groupe UMP au conseil régional, qui soutient le projet. Au lieu de sept à neuf ans pour lancer la construction d'une ligne, on peut raccourcir à deux ans ! »

■ **Ce qui coince.** Les élus locaux, surtout la gauche majoritaire en Ile-de-France, voient le Grand Paris de Sarkozy une arme de l'UMP pour reconquérir la région présidée par le socialiste Jean-Paul Huchon. Bertrand Delanoë, qui défend un autre Grand Paris a dénoncé une « spoliation ». Même des élus de droite commencent à s'inquiéter : Jean-François Copé, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale et élu de Seine-et-Marne, s'est ému hier du droit de préemption accordé à l'Etat. Henri Plagnol, son homologue de Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), prévient qu'il ne pourra pas voter en l'état le projet en dénonçant une « densification forcée ». François Fillon s'est fendu hier d'une lettre assurant les élus que le projet ne se ferait pas contre eux.

« On a perdu du temps »

**ROLAND CASTRO,** architecte

**E**T LES ARCHITECTES dans tout ça ? Le 29 avril dernier à Chaillot, ils étaient les stars du discours présidentiel. Nicolas Sarkozy s'affichait fièrement avec les 10 cabinets internationaux qu'il avait mandatés pour imaginer la métropole parisienne du futur. Pendant un an, des architectes aussi prestigieux que Jean Nouvel ou Richard Rogers avaient rivalisé d'imagination pour élaborer la ville durable du XXI<sup>e</sup> siècle.

Et aujourd'hui ? Le projet de loi de Christian Blanc n'évoque à aucun moment les travaux des architectes. Rien dans le calendrier du gouvernement ne prévoit de premières réalisations issues de cette consultation unique dans le monde. « On a perdu du temps, c'est vrai, reconnaît Roland Castro, qui a participé à la consultation. Mais l'urgence était d'élaborer le plan transports. De notre côté, on s'est organisé et on vient de créer une association de tous les architectes qui ont travaillé sur le Grand Paris ». Baptisée les 10 pour le Grand Paris, elle est présidée par l'architecte français Christian de Portzamparc et s'est réunie pour la première fois samedi dernier chez Roland Castro.

S.R.



CORBEIL

Après la défaite, l'union à gauche vole en éclats

PAGE III

BOXE

Christophe Dettinger dans le flou

PAGE V

MERCREDI 7 OCTOBRE 2009

www.leparisien.fr

# Essonne matin

**PLATEAU DE SACLAY**  
**Le projet de supermétro au Conseil des ministres**  
PAGE IV

## Le premier transport en commun à la demande

L'équivalent d'un taxi pour le prix d'un ticket de bus : c'est le principe du Mobi'Val lancé hier dans 17 communes autour de Mennecy et La Ferté-Alais.

VAL D'ESSONNE

**S**IMPLE COMME un coup de fil. Réservé par téléphone, un minibus est venu chercher Jacqueline à Cerny, hier dès potron-minet. Après un crochet par Itteville pour récupérer Jonathan, la navette a filé vers la gare de Mennecy. Jonathan et Jacqueline ont ainsi inauguré la première liaison de Mobi'Val d'Essonne, le tout nouveau système de « transports en commun à la demande » mis en place par la communauté de communes du Val d'Essonne (CCVE), qui rassemble 50 000 habitants sur 17 communes plutôt rurales autour de Mennecy et de La Ferté-Alais. Une première dans le département.

Des années de gestation

Pas toujours facile de vivre sans voiture lorsqu'on habite la campagne. Pas facile d'aller au cinéma ou chez le médecin ou même de faire ses courses. Certes, des lignes de bus régulières tournent matin et soir. « Mais pendant les heures creuses, nous avons un véritable problème de transports », analyse Patrick Imbert, le patron UMP de la CCVE. D'où l'idée de faire « l'équivalent d'un taxi mais au prix du transport collectif ». « On est entré dans la communauté de communes contre la promesse de la mise en place d'un tel système », rappelle sans détour Jean-Claude Quintard, le maire (UMP) de Vert-le-Grand, 2 300 habitants. Après des années de gestation, Mobi'Val est donc lancé. Sur un coup de fil, une navette vous intercepte à l'un des 129 arrêts de bus disséminés sur le territoire et vous dépose sur l'un des principaux centres d'activités (gares, marchés,



Ce mini bus sillonne un territoire de 17 communes pour transporter les habitants qui l'ont appelé. (LP/B.J.)

### Comment ça marche ?

**M**OBIVAL est réservé aux 50 000 habitants de la communauté de communes du Val d'Essonne (autour de Mennecy et La Ferté). Vous devez d'abord obtenir une carte en appelant le 0800.691.691 (de 10 heures à 18 heures du lundi au vendredi, appel gratuit depuis un fixe) ou en remplissant un formulaire sur [www.mobivaldessonne.com](http://www.mobivaldessonne.com). Il suffit ensuite de réserver

sa navette au même numéro (au minimum la veille avant 17 h 30 pour le lendemain). L'opérateur fait le maximum pour répondre à votre demande suivant la disponibilité des véhicules. Le Mobi'Val circule de 9 heures à 16 h 30 du mardi au samedi (jusqu'à 18 heures le samedi). Les mardis, jeudis et vendredis, seules certaines communes sont desservies.

hôpital de Champcueil, centres commerciaux...) du Val d'Essonne. Il est également possible de rejoindre les hôpitaux d'Evry, de Corbeil et d'Arpajon, les gares de Lardy, de Brétigny et de Marolles, la cité administrative et le Pôle emploi à Evry... La navette n'est pas à votre totale disposition. Elle pourra effec-

tuer quelques détours afin de récupérer d'autres voyageurs. La bonne nouvelle : elle ne vous coûtera pas plus cher que le bus. Pour payer votre aller, le chauffeur accepte le ticket T+ habituel et même la carte Navigo. Pour la CCVE, tout cela a bien sûr un coût : entre 150 000 € et 200 000 € par an.

Jonathan, 15 ans, devait aller à son stage de plomberie. « Sans ça, ma mère aurait dû m'emmener. Pour 1,60 €, je gagne du temps et je peux me déplacer tout seul. Je peux aller un peu partout sur un coup de téléphone. »

BENJAMIN JÉRÔME

### Courcouronnes

## Il vend des contrefaçons pour financer son mariage

**L**ARRONDISSAIT ses fins de mois en vendant des articles de mode contrefaits. Hamid, 29 ans, a été condamné hier par le tribunal d'Evry à un mois de prison avec sursis et 1 000 € d'amende. Son ami et intermédiaire, Michel, 20 ans, a écoupé d'une amende de 2 000 €. C'est par hasard que le business d'Hamid a été découvert par la police, qui effectuait une perquisition à son domicile de Courcouronnes en janvier 2008 dans le cadre d'une affaire de stupéfiants. Un carton entier rempli de faux survêtements Adidas, d'habits en tout genre et de chaussures de

marques Nike, Prada, G-Star, Hugo Boss, Dolce Gabbana... a été découvert.

Des faux grossiers

Hamid a admis avoir revendu régulièrement des produits à ses amis depuis plusieurs semaines, qu'il se procurait en partie auprès de Michel, dont le cousin travaille en Chine dans une usine de confection. « Il ne m'a pas dit que c'était des faux », a plaidé Michel. « Il ne vous a pas non plus affirmé que c'était des vrais, n'est-ce pas ? » le tacle le président. « Il a expliqué que ça ne se vendait pas et que

cela partait pour l'export... » explique Michel, qui n'aurait rien touché sur la revente. Les produits en question, des « faux grossiers », selon plusieurs marques, rapportaient environ 200 € par mois à Hamid. « J'avais besoin de financer mon mariage », a-t-il justifié. « Et vous ignoriez qu'en Chine il y a de temps en temps de la contrefaçon ? » ironise le président du tribunal. Hamid, sage employé d'EDF-GDF, et Michel, étudiant en gestion, devront également payer plusieurs centaines d'euros aux marques concernées en réparation du préjudice.

LOUISE COLCOMBET

INSOLITE

Une guinguette avant le débat



**E**LLE s'appelle la guinguette des Amants. On y écoute de la musique, on mange un morceau et on évoque... les problèmes du quartier. Celui des Amonts, aux Ulis, va être profondément transformé. Tous les deux mois, les habitants peuvent participer à ces soirées particulières. Un crieur public de la compagnie de théâtre Acidu restitue à cette occasion les messages qui ont été déposés anonymement par les habitants. Ce soir, la compagnie invite une association bretonne de 18 heures à 20 heures. Un peu de danse, donc, avant le débat, à 20 h 30, qui aura pour thème : « A quoi ressemblera, demain, le quartier des Amonts ? ». A la MPT des Amonts. Rens. : 01.69.07.02.03 ou 01.69.29.34.94.

C'EST NOUVEAU  
Un centre commercial aux Tarterêts

**A**PRÈS DES ANNÉES d'attente, les habitants du quartier sensible des Tarterêts vont, à nouveau, pouvoir faire leurs courses à côté de chez eux. Ce matin, un nouveau centre commercial ouvre ses portes face au lycée Doisneau. Le concept : à mi-chemin entre le discount et le supermarché traditionnel avec un rayon boucherie et un espace fraîcheur, annonce l'exploitant.

AUJOURD'HUI

**A 18 h 30, à la MJC de Sainte-Geneviève-des-Bois.** Tout beau, tout neuf ! Le maire de Sainte-Geneviève-des-Bois, Olivier Leonhardt (PS), inaugure ce soir une nouvelle ludothèque. Cet espace de 120 m<sup>2</sup> entièrement dédié au jeu et répondant au nom de Luluberlu est logé dans la MJC, rue d'Alembert. Il se veut un endroit, ouvert à tous, mais surtout adapté à l'accueil des enfants de 5 mois à 12 ans. Tél. 01.60.15.02.15 et [www.lamjc.fr](http://www.lamjc.fr)